

Séance 2 : emploi et chômage

Questions :

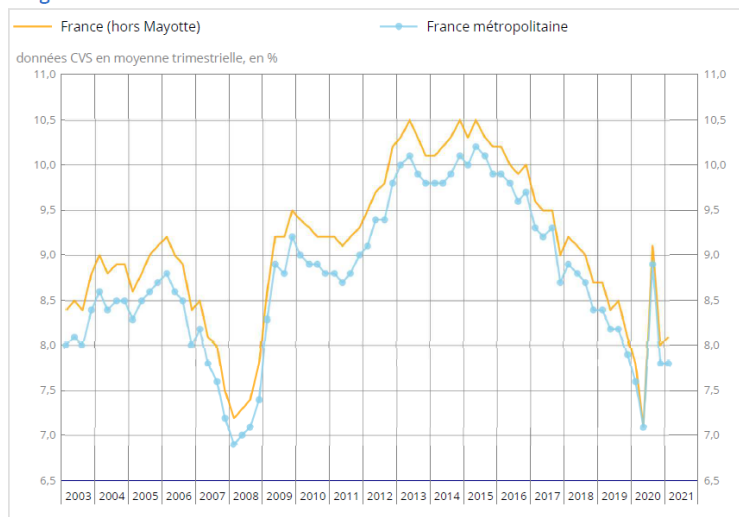
1) Cherchez les définitions des termes suivants :

- a. Travail
- b. Emploi
- c. Population active
- d. Chômage
- e. Productivité

2) Commentez les documents de l'annexe 1.

3) A la lecture des articles de l'annexe 2 :

- D'après le premier article, quels sont les facteurs influençant le taux de chômage ? En existe-t-il d'autres ?
- Face à la difficulté de la question précédente, lisez le troisième article et réfléchissez au lien productivité / emploi / chômage ... Que peut-on en déduire sur l'évolution à long terme de l'emploi ?

ANNEXE 1**Taux de chômage au sens du BIT****Taux de chômage au sens du BIT**

Estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage et de son évolution d'un trimestre à l'autre.

Champ : personnes de 15 ans ou plus, vivant en logement ordinaire

Source : Insee, enquête Emploi

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 2^e trimestre 2021

En moyenne au deuxième trimestre 2021, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 5 688 700. Parmi elles, 3 510 500 personnes sont sans emploi (catégorie A) et 2 178 200 exercent une activité réduite (catégories B, C).

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A baisse de 1,4 % (-50 100) ce trimestre et de 15,3 % sur un an. Le nombre de personnes exerçant une activité réduite courte (catégorie B) augmente de 4,0 % par rapport au trimestre précédent et sur la même période celui des personnes en activité réduite longue (catégorie C) décroît de 0,5 %. Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C diminue de 0,5 % sur ce trimestre (-28 200) et de 2,1 % sur un an.

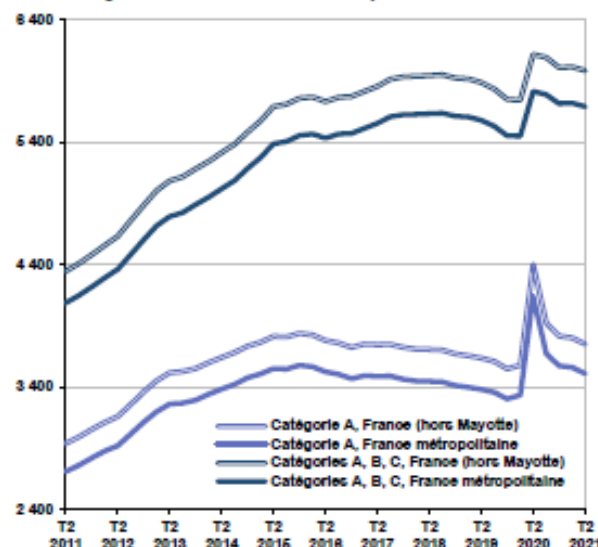
Au deuxième trimestre, 707 800 personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas tenues de rechercher un emploi. Elles sont soit non immédiatement disponibles et sans emploi (catégorie D, par exemple : formation, contrat de sécurisation professionnelle, maladie), soit pourvues d'un emploi (catégorie E, par exemple : création d'entreprise, contrat aidé). Sur ce trimestre, le nombre d'inscrits en catégorie D augmente de 5,0 % et celui des inscrits en catégorie E de 4,5 %.

En France (y compris les départements-régions d'outre-mer, hors Mayotte), le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 3 750 100 pour la catégorie A. Il diminue de 1,3 % sur le trimestre (-14,8 % sur un an). Pour les catégories A, B, C ce nombre s'établit à 5 984 000. Il diminue de 0,5 % sur ce trimestre et de 2,1 % sur un an.

GRAPHIQUE 1 | Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C

En milliers

Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables



Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

Les données publiées concernent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi. La notion de demandeurs d'emploi est différente de celle de chômeurs au sens du Bureau International du Travail (BIT). Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent davantage affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modifications des règles d'indemnisation ou d'accompagnement des demandeurs d'emploi, changements de procédure, incidents. Un [document](#) présente les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques de demandeurs d'emploi depuis 2011.

Taux de chômage BIT

Données CVS, en moyenne trimestrielle

	En % de la population active		Variation en points sur un		Milliers
	2020T4	2021T1	trimestre	an	2021T1
Personnes au chômage	8,0	8,1	0,1	0,3	2 402
15-24 ans	19,7	20,9	1,2	0,4	600
25-49 ans	7,3	7,4	0,1	0,4	1 301
50 ans ou plus	5,7	5,4	-0,3	0,0	500
Hommes	8,1	8,3	0,2	0,6	1 272
15-24 ans	18,6	20,6	2,0	2,0	316
25-49 ans	7,6	7,5	-0,1	0,5	680
50 ans ou plus	5,8	5,9	0,1	0,6	276
Femmes	7,9	7,8	-0,1	-0,2	1 130
15-24 ans	21,0	21,3	0,3	-1,5	285
25-49 ans	7,1	7,2	0,1	0,1	621
50 ans ou plus	5,7	4,9	-0,8	-0,6	224
<i>Personnes au chômage de longue durée</i>	<i>2,1</i>	<i>2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>623</i>

Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, de 15 ans ou plus

Source : Insee, enquête Emploi

1. Taux d'emploi selon les caractéristiques des personnes de 2014 à 2018

en %

	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'emploi des 15-64 ans	63,8	63,8	64,2	64,7	65,4
Sexe					
Femmes	60,4	60,6	60,9	61,2	61,9
Hommes	67,3	67,1	67,6	68,4	68,9
Âge					
De 15 à 24 ans	28,0	27,9	27,8	28,7	29,9
De 25 à 49 ans	79,7	79,3	79,7	80,1	80,5
De 50 à 64 ans	58,5	59,5	60,3	61,2	62,1
Diplôme					
Diplôme supérieur à bac+2	81,3	81,9	83,1	83,6	83,4
Bac+2	80,8	80,7	81,5	81,9	81,9
Bac ou brevet professionnel	62,4	63,5	63,0	63,2	64,2
CAP, BEP ou autre diplôme de ce niveau	68,6	68,2	69,0	69,2	69,1
Brevet des collèges	33,7	32,6	31,9	32,0	30,7
Aucun ou certificat d'études primaires (CEP)	45,6	44,1	43,1	44,6	45,3

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 à 64 ans.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

Quelques données supplémentaires :

https://www.insee.fr/fr/outil-interactif/5367857/tableau/50_MTS/52_CHO

ANNEXE 2

Lutte contre le chômage : « la clé est d'investir massivement dans la formation »

Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE, constate qu'en France, le niveau de chômage par population est très corrélé au niveau de qualification.

www.leparisien.fr
Par Marc Lomazzi
Le 28 janvier 2019

Après la publication des chiffres du chômage, Bruno Ducoudré, économiste à l'OFCE, analyse les raisons de la baisse, même si elle reste limitée ;

Pourquoi la France ne parvient-elle pas à faire reculer le chômage des jeunes et des seniors ?

Bruno Ducoudré. En fait, si on regarde les tendances, le chômage a soit baissé, soit s'est stabilisé pour toutes les catégories, y compris les plus de 50 ans pour lesquels la hausse était continue depuis 2008. Le chômage baisse d'autant plus lentement pour les seniors que les réformes successives des retraites font qu'ils restent plus longtemps en activité. Or, quand ils sont au chômage, ils ont plus de mal à retrouver un emploi parce que les entreprises sont frileuses à les recruter. Pour les jeunes, si vous regardez la part des 16-25 ans au chômage, elle n'est pas plus élevée en France qu'ailleurs. Mais les jeunes qui sortent du système éducatif sans diplôme ni qualification ont beaucoup de difficultés à entrer sur le marché du travail. En France, le niveau de chômage par population est très corrélé au niveau de qualification.

La baisse du chômage est-elle la preuve que les mesures de soutien à l'emploi ont un effet ?

Depuis 2015, la baisse s'explique avant tout par la conjoncture économique. Les jeunes ont bien bénéficié de la reprise des créations d'emplois. Mais, depuis la fin 2017, l'arrêt des emplois d'avenir et des contrats aidés mis en place sous François Hollande risque de peser dans le sens inverse d'autant que le nouveau dispositif, le parcours emploi compétences, mettra un peu de temps à monter en puissance. Mais si ce dispositif met en œuvre de vrais contrats encadrés avec des formations qualifiantes et pas des stages parking, cela va dans le bon sens.

Les emplois aidés, ça ne fonctionne pas ?

Je serais plus nuancé. Dans le secteur non marchand, les emplois aidés dans les écoles ou les associations ont un effet assez important sur la baisse du chômage. Par contre, ils ne sont pas efficaces pour garantir aux personnes qui passent par ces dispositifs un retour durable vers

l'emploi, sauf s'il s'agit de contrats longs accompagnés de formations. Dans le secteur marchand, ça ne marche pas car il y a trop d'effets d'aubaine et donc des effets nets sur l'emploi assez faibles.

Quel est le levier principal pour faire baisser le chômage ?

Ce qui crée de l'emploi, c'est l'activité économique et les carnets de commandes des entreprises. En 2017, on a eu 2 % de croissance et un nombre record d'emplois créés. Ensuite, il est certain que former les chômeurs et les orienter vers les secteurs en tension dans lesquels les entreprises ont du mal à recruter peut être bénéfique. De même, les baisses de cotisations au niveau du smic auront un effet, à condition de ne pas les financer par des hausses d'impôts. Cela dit, je ne suis pas sûr que la France ait intérêt à multiplier les emplois peu qualifiés à bas salaire. Il vaut mieux investir massivement dans la formation pour répondre aux besoins de main d'œuvre dans les métiers hautement qualifiés qui assureront la croissance à long terme. C'est la clé de la lutte contre le chômage.

Atteindre 7 % de taux de chômage en 2022, est-ce possible ?

Ce sera compliqué. Les marges de manœuvre de l'Etat dans le soutien à l'activité économique sont limitées et la reprise de la croissance risque d'être contrecarrée par les aléas de la conjoncture mondiale. Dans ces conditions, je doute que la France connaisse encore trois ans de croissance et que le gouvernement atteigne son objectif.

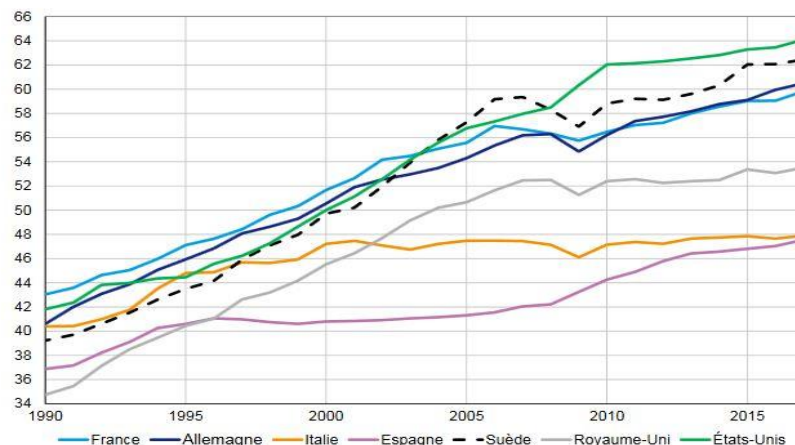
Mystères et grandes questions sur la productivité

France Culture

20/04/2019

Le Conseil national de la productivité vient de rendre son premier rapport. La France est toujours l'un des pays où la productivité est la plus forte au monde, mais l'augmentation de la productivité ralentit. Pourquoi ? On ne sait pas exactement, mais on cherche et vous pouvez participer.

Graphique 2 – Productivité horaire du travail au sein des principaux pays de la zone euro, 1990-2017, en \$ PPA 2010



Source : OCDE ; PIB à prix constants (\$ PPA 2010) / heures travaillées

La France a l'une des plus fortes productivités de l'OCDE, mais comme dans les autres pays à économie avancée, l'augmentation de la productivité ralentit, ce qui pèse sur la croissance.

Un peu de danse pour parler de productivité au travail. Selon des avis non scientifiques, mais dispensés par des experts auto-déclarés en productivité sur internet, la Danse est la musique la plus propice pour augmenter sa productivité personnelle. D'autres pensent que c'est la musique originale des jeux vidéos.

Quoi qu'il en soit, on devrait toutes et tous s'y mettre, sérieusement, car à écouter les économistes, la productivité n'est plus ce qu'elle était, et ce n'est pas bon pour nos économies. Le FMI y a consacré d'ailleurs une large place dans son rapport sur l'économie mondiale en 2018.

« La productivité, c'est ce qui fait qu'à long terme on va avoir de la croissance, qu'on va pouvoir financer les retraites, avoir une croissance du pouvoir d'achat, nous permettre de faire un certain nombre de dépenses publiques, financer la transition climatique. Donc si on n'a pas de croissance de la productivité on va avoir de sérieux problèmes pour financer tout ça. » Philippe Martin, président du Conseil d'Analyse Economique (placé auprès du Premier Ministre)

Philippe Martin préside aussi le Conseil national de la productivité. Ce conseil rassemble 12 économistes français. Il a été créé l'an dernier et doit rendre chaque année un rapport sur la productivité et la compétitivité française. C'est une obligation pour tous les pays de la zone euro, l'idée étant de mieux coordonner les politiques économiques des 19.

Ce premier rapport comporte autant de questions que de réponses. Car l'évolution de la productivité est un mystère et un sujet de discussions intense entre économistes.

Les explications mondiales

Pourquoi l'augmentation de la productivité marque-t-elle le pas ? C'est la grande question.

Augmentation, il y a toujours. On produit toujours plus avec moins, mais ce plus diminue. Il a été en gros divisé par deux entre 1985 et aujourd'hui. Avant d'évoquer les différentes hypothèses qui sont sur la table, un rappel sémantique.

La productivité, c'est la valeur de la production qu'un travailleur peut faire en une heure. (Philippe Martin)

En 1990, un travailleur ou une travailleuse française produisait 43 euros de valeur chaque heure. Aujourd'hui 59 euros. Ces données sont corrigées de l'inflation.

Sur le plan de la productivité horaire du travail, la France fait aussi bien que l'Allemagne. Dans les pays de l'OCDE, il n'y a qu'aux Etats-Unis et en Suède que l'on fait mieux.

Cocorico !! Pas à 100 %, car l'une des explications possibles de cette grande productivité française, c'est le fort taux de chômage. Les personnes au chômage étant susceptibles d'être moins productives, car moins qualifiées, leur exclusion du marché du travail pourrait expliquer une partie de la forte productivité française, lit-on dans le rapport qui vient d'être rendu.

La productivité crée-t-elle le chômage ? A court terme oui, car s'il faut moins d'heure pour fabriquer la même chose, il faut aussi moins de bras ... En même temps, il y a des pays, comme l'Allemagne, qui ont une forte productivité, et peu de chômage. Le rapport n'aborde pas cet aspect en profondeur, et son rapporteur fait remarquer que des pays à forte productivité comme l'Allemagne n'ont pas autant de chômage que nous.

Revenons à notre mystérieux ralentissement du taux d'augmentation de la productivité. On le voit sur les courbes ci-dessus, en France, comme partout dans les économies avancées, la courbe de la productivité s'aplatit.

- Première explication, nous sommes dans une économie de services, et gagner en productivité est plus difficile que dans l'industrie.
- Les gains apportés par les technologies de l'information dans les années 2000 deviennent moins déterminants.
- Avec les taux d'intérêt très bas, des entreprises peu productives arrivent à se financer, alors qu'en temps normal le manque de financement les aurait fait disparaître. Certains les appellent les entreprises zombies.
- Il y a de plus en plus de concentration, notamment aux Etats-Unis, pensez à Google, Apple, Amazon ... or moins de concurrence c'est moins de productivité.
- Cinquième explication, tout cela n'explique pas le problème, ce qui pêche, c'est nos mesures de la productivité qui ne sont plus adaptées à l'économie digitale dans laquelle nous sommes. Il y aurait donc un problème de thermomètre.

Hypothèse personnelle, vous ne faites pas assez d'exercices de productivité, car il y en a, on en trouve (comme la musique) sur internet.

Les problèmes français

Pour la France, le rapport évoque des problèmes spécifiques. Il s'inquiète du retard pris dans les compétences et la formation, relève que les entreprises sont aussi en retard dans l'adoption

des technologies de l'information, et que la faiblesse du management en France peut expliquer une partie du ralentissement de la productivité.

Tout comme le marché du travail, plus protecteur chez nous, mais là c'est ambigu. Car d'un côté, il peut limiter les entreprises dans leur adaptation au renouvellement technologique, mais de l'autre, « l'uberisation » des emplois, la précarité et le stress n'aident pas les salariés, alors que la pérennité de l'emploi les encourage, en théorie, à s'investir dans leur entreprise.

Sur tous ces sujets, il y a matière à creuser ce que promet de faire le tout nouveau conseil national de la productivité dans son rapport l'an prochain.

Vous pouvez d'ailleurs commenter son premier rapport en ligne et poser vos questions. Voici quelques suggestions :

Si la productivité est bonne pour l'économie, est-elle si bonne pour les humains ? On peut imaginer que dans quelques années l'intelligence artificielle saura remplacer habilement des emplois de service, il y aura alors peut-être un bond de la productivité. On n'en est pas encore là ... mais est-ce souhaitable ?

Gagner en productivité, est-ce gagner en bonheur au travail, ou au contraire est-ce perdre du plaisir à travailler ?

Quel lien entre productivité et croissance des inégalités ... car il y en a.

Vous voyez, la productivité, cela peut susciter aussi de grandes questions et de grands débats... à défaut de susciter de la grande musique !

Marie Viennot